

[Accueil](#) > ... > [Intenter Une Action En Justice](#) > [Où Et Comment](#) > [Coûts](#) > Étude de cas n° 1 – droit de la famille - divorce - Hongrie

## Étude de cas n° 1 – droit de la famille - divorce - Hongrie

### Frais en Hongrie

#### Frais du mode alternatif de résolution des conflits (MARC)

##### Étude

de cas Mode alternatif de résolution des conflits (MARC)

Cette option est-elle envisageable dans ce type de cas?

Oui, mais uniquement en ce qui concerne l'accord sur les questions relatives au divorce: telles que la garde des enfants communs et la pension alimentaire, le maintien des relations entre le parent et les enfants, la pension alimentaire entre époux, l'occupation du domicile conjugal, ainsi que le partage des biens communs aux époux.

Ensuite, il est toutefois nécessaire que l'accord des parties soit approuvé par le tribunal.

Cas A

##### Frais

Convenus entre les parties et le médiateur.

Quiconque engage une procédure ou est partie à un litige en cours peut demander la procédure de médiation du tribunal, qui est gratuite.

Convenus entre les parties et le médiateur.

Quiconque engage une procédure ou est partie à un litige en cours peut demander la procédure de médiation du tribunal, qui est gratuite.

Cas B Oui, mais uniquement en ce qui concerne l'accord sur les questions relatives au divorce. Ensuite, il est toutefois nécessaire que l'accord des parties soit approuvé par le tribunal.

#### Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

##### Étude

de cas Avocat

Huissier de justice

Expert

La représentation en justice est-elle obligatoire?

Coût moyen

Le recours à l'huissier est-il obligatoire?

Le recours à l'expert est-il obligatoire?

Coût

Non. Le tribunal peut commettre un expert à la demande de la partie à laquelle incombe la charge de la preuve, sauf si le tribunal a la possibilité d'ordonner d'office la production de preuves. Il est également possible pour l'une et l'autre des parties de soumettre l'avis d'un expert privé.

L'expert fixe ses honoraires. Si une mesure d'expertise est ordonnée d'office par le tribunal, les honoraires prévus par la loi s'appliquent.

Cas A Non

Convenu entre la partie et l'avocat

Non

Cas B	Non	Convenu entre la partie et l'avocat	Non	Non. Le tribunal peut commettre un expert à la demande de la partie à laquelle incombe la charge de la preuve, sauf si le tribunal a la possibilité d'ordonner d'office la production de preuves. Il est également possible pour l'une et l'autre des parties de soumettre l'avis d'un expert privé.	L'expert fixe ses honoraires. Si une mesure d'expertise est ordonnée d'office par le tribunal, les honoraires prévus par la loi s'appliquent.
-------	-----	-------------------------------------	-----	--	---

## Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation des témoins Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût
Cas A	Oui	Les frais relatifs aux témoins sont régis par la loi. Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont remboursés, tandis qu'une indemnisation est versée pour le manque à gagner.
Cas B	Oui	Les frais relatifs aux témoins sont régis par la loi. Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration sont remboursés, tandis qu'une indemnisation est versée pour le manque à gagner.

## Coût de l'aide juridictionnelle (*költségmentesség*) et autres remboursements

Étude  
de

cas Aide juridictionnelle

Remboursements

Quand et à quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est- elle totale?	La partie gagnante peut- elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle doit être remboursée à l'organisme qui l'a fournie? Oui, s'il s'avère que la partie qui bénéficie de l'aide juridictionnelle ne pouvait pas y prétendre. La partie qui succombe est tenue de payer directement à l'État le montant des honoraires de l'avocat commis d'office avancés par l'État. Il y a lieu de condamner la partie qui succombe au paiement des honoraires de mandataire, même si elle bénéficie de l'aide juridictionnelle.
Cf. partie relative à l'aide Cas A juridictionnelle	Dans le cas où le total des frais de justice estimés, sur la base des données disponibles, rendrait vraisemblablement impossible le recours au tribunal. L'assistance est gratuite dans le cadre de l'aide juridictionnelle apportée à un bénéficiaire de la pension minimale nette.	Oui, il y a lieu de condamner la partie qui succombe aux dépens de la partie gagnante; à l'exception des cas où la loi en dispose autrement, ou si une autre partie peut être condamnée aux dépens indépendamment de la solution du litige.	Si les parties succombent respectivement sur un ou plusieurs chefs, le remboursement est calculé en fonction des moyens sur lesquels elles ont eu gain de cause et tient compte du montant des frais avancés par chacune d'entre elles. Le tribunal peut aussi décider que chaque partie supporte ses propres dépens.	Si les honoraires de l'avocat sont extrêmement élevés, le tribunal peut, le cas échéant, en réduire le montant. Il n'est pas possible d'imposer aux parties de supporter des frais générés pour des raisons évitablement - imputables au tribunal. Le remboursement des dépens de l'instance aux parties ne peut excéder le montant déclaré par les parties.	

Étude  
de

cas Aide juridictionnelle

Remboursements

<p>Quand et à quelles conditions s'applique-t-elle?</p>	<p>Quand l'aide est-elle totale? Dans le cas où le total des frais de justice estimés, sur la base des données disponibles, rendrait vraisemblablement impossible le recours au tribunal. L'assistance est gratuite dans le cadre de l'aide juridictionnelle apportée à un bénéficiaire de la pension minimale nette. Les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne et les ressortissants de pays tiers résidant légalement dans un État de l'Union européenne peuvent prétendre à l'aide juridictionnelle aux mêmes conditions que les ressortissants hongrois.</p>	<p>La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?  Oui, il y a lieu de condamner la partie qui succombe aux dépens de la partie gagnante; à l'exception des cas où la loi en dispose autrement, ou si une autre partie peut être condamnée aux dépens indépendamment de la solution du litige.</p>	<p>Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?  Si les parties succombent respectivement sur un ou plusieurs chefs, le remboursement est calculé en fonction des moyens sur lesquels elles ont eu gain de cause et tient compte du montant des frais avancés par chacune d'entre elles. Le tribunal peut aussi décider que chaque partie supporte ses propres dépens.</p>	<p>Quels frais ne sont jamais remboursés?  Si les honoraires de l'avocat sont extrêmement élevés, le tribunal peut, le cas échéant, en réduire le montant. Il n'est pas possible d'imposer aux parties de supporter des frais générés pour des raisons évitables - imputables au tribunal. Le remboursement des dépens de l'instance aux parties ne peut excéder le montant déclaré par les parties.</p>	<p>Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle doit être remboursée à l'organisme qui l'a fournie?  Oui, s'il s'avère que la partie qui bénéficie de l'aide juridictionnelle ne pouvait pas y prétendre. La partie qui succombe est tenue de payer directement à l'État le montant des honoraires de l'avocat commis d'office avancés par l'État. Il y a lieu de condamner la partie qui succombe au paiement des honoraires de mandataire, même si elle bénéficie de l'aide juridictionnelle.</p>
---	--	---	---	--	--

## Frais de traduction et d'interprétation

Étude

de cas Traduction

Quand et à  
quelles  
conditions est-elle nécessaire?  
Coût approximatif?

Interprétation

Quand et à  
quelles  
conditions est-elle nécessaire?  
Coût approximatif?

<p>Cas A</p> <p>Lorsque la partie ne parle ni ne comprend le hongrois.</p>	<p>Le traducteur fixe ses honoraires. Ils dépendent du nombre de caractères (un caractère coûte environ 5 forints), du délai et de la langue. Dans les procédures civiles, les frais liés à la traduction des mémoires et des offres de preuve sont avancés par l'État pour le compte des parties autorisées à utiliser leur langue maternelle, des langues régionales ou des langues minoritaires. La prise en charge de ces frais est par ailleurs régie par les règles relatives aux dépens.</p>	<p>Lorsque la partie ne parle ni ne comprend le hongrois.</p>	<p>L'interprète fixe ses honoraires, calculés sur une base horaire et variables selon la langue. Environ 10 000 à 12 000 forints/heure. Dans les cas prévus par la loi, l'État avance les frais d'interprétation, ou les prend en charge.</p>
<p>Cas B</p> <p>Lorsque la partie ne parle ni ne comprend le hongrois.</p>	<p>Le traducteur fixe ses honoraires. Ils dépendent du nombre de caractères (un caractère coûte environ 5 forints), du délai et de la langue. Dans les procédures civiles, les frais liés à la traduction des mémoires et des offres de preuve sont avancés par l'État pour le compte des parties autorisées à utiliser leur langue maternelle, des langues régionales ou des langues minoritaires. La prise en charge de ces frais est par ailleurs régie par les règles relatives aux dépens.</p>	<p>Lorsque la partie ne parle ni ne comprend le hongrois.</p>	<p>L'interprète fixe ses honoraires, calculés sur une base horaire et variables selon la langue. Environ 10 000 à 12 000 forints/heure. Dans les cas prévus par la loi, l'État avance les frais d'interprétation, ou les prend en charge.</p>

■ Dernière mise à jour: 16/05/2013

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.